



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n°2018-58
Séance du 24 juillet 2018**

L'an deux mille dix-huit, le vingt-quatre juillet à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents: MM Billette, Caizergues, Carbonneill, Hervet, Joly, Lenoir, Perez, Petit, Weber

Mmes Albigès, Bérard, Castillo, Maury, Pervent, Vilaplana

Absents ayant donné procuration: Mme Bertin procuration à Mme Castillo, Mme Fraisse procuration à Mme Albigès, Mme Olivier procuration à M. Caizergues, M. Palau procuration à Mme Bérard

Absents excusés: Mme Chibani, M. Laget, M. Serra, Mme Vella

Secrétaire de séance: Mme Françoise Maury

Nombre de membres en exercice: 23

Présents: 15

Procurations: 4

Absents: 4

Votants: 19

Date de convocation et affichage

18 juillet 2018

Objet: Adhésion à la convention de la protection sociale complémentaire (PSC) du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34) et participation de la commune à la souscription du risque prévoyance de ses agents.

L'assemblée délibérante,

Vu l'article 22 bis-I de la loi du 13 juillet 1983 qui dispose que « les communes et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent » ;

Vu l'article 22 bis-II de la loi du 13 juillet 1983 qui dispose que « la participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités » ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu les interprétations données par la circulaire d'application n°12-010605-D du 25 mai 2012 ;

Vu l'énoncé par lequel M. le maire rappelle à l'assemblée délibérante :

- que par la délibération n°43-2017 adoptée le 09 octobre 2017, la commune a décidé de se joindre à la procédure de mise en concurrence organisée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34) en vue de la conclusion d'une convention de participation pour le risque « *prévoyance* » ;

Et

- qu'à l'issue de ladite procédure de mise en concurrence, le CDG 34 a retenu l'offre proposée par le groupement formé par COLLECTEAM ET GENERALI ;

- Vu l'avis rendu par le comité technique le 29 mai 2018 ;
- Et dans la mesure où le contrat objet de la présente délibération garantit la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités ;

Le conseil municipal après en avoir délibéré, **DÉCIDE** à l'unanimité :

- d'adhérer à la mission Protection sociale complémentaire du CDG 34 dont la cotisation annuelle a été fixée par le conseil d'administration, en séance du 1^{er} juin 2018, à 0,05 % de la masse salariale.
- D'adhérer à la convention de participation conclue par le CDG 34 pour une durée de six ans avec le groupement formé par COLLECTEAM ET GENERALI, et par conséquent d'autoriser M. le maire à conclure un contrat avec le CDG 34, matérialisant ladite adhésion ;
- Que la collectivité participera à compter du 1^{er} janvier 2019 au financement de la protection sociale complémentaire de ses agents, fonctionnaires et contractuels de droit public et de droit privé, pour le risque « prévoyance » ;
- De moduler ladite participation en prenant en considération le temps de travail des agents ;
- Que les montants annuels de participation sont égaux aux montants indiqués déjà pratiqués lors de la convention actuellement en cours, c'est-à-dire 10 euros par agent et par mois, modulé en fonction du temps de travail des agents ;
- Que conformément au 2^{ème} alinéa de l'article 1^{er} du décret du 8 novembre 2011 qui dispose que « le bénéfice des dispositifs d'aide est réservé aux agents et aux retraités des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui bénéficient d'une convention de participation », seuls les agents qui adhéreront aux garanties proposées par la collectivité pourront bénéficier de la participation mentionnée à l'alinéa précédent.
- Donne tout pouvoir à M. le maire pour signer les actes et documents relatifs à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 24 juillet 2018
Roger CAIZERGUES
Maire

